

Echange et concertation sur l'économie mauritanienne

L'hôtel Novotel Tfeila abrite depuis lundi 1er novembre un atelier portant sur l'économie mauritanienne notamment ses atouts et ses contraintes. Il s'agit pour les participants de se concerter et d'échanger sur des thèmes ayant trait au développement économique, au processus de croissance, à la lutte contre la pauvreté, en perspective de la réalisation des OMD en Mauritanie.

A cet effet, trois communications ont été présentées successivement par Isselmou Ould Mohamed consultant, Ch'bih Ould Cheikh Mélaïnine leader du Front Populaire Mauritanien (FPM) et Dr Mohamadou Wagou consultant. Ouvrant le bal des interventions, M. Isselmou Ould Mohamed, parlant des OMD, a dit qu'il est difficile de réaliser les 7 objectifs sans des ressources suffisantes qui nécessitent une croissance économique soutenue et durable. Les trois axes principaux développés au cours de cette première journée de l'atelier ont été relatifs à l'évolution récente des principales données macroéconomiques. La lutte contre la pauvreté et les perspectives de réalisation des OMD. Parlant de l'évolution récente des principales données macroéconomiques, il dit qu'il convient de noter que la plupart des données statistiques disponibles sont d'une fiabilité variable et difficile à évaluer, mais reflètent en général des tendances basées sur un ensemble d'indicateurs et d'estimations. Isselmou Ould Mohamed dit qu'en dépit des améliorations intervenues au niveau des systèmes de collecte des données de base, il reste encore bien des progrès à faire. Puis il a dit que les études montrent que la Mauritanie est encore placée parmi les pays les moins avancés (PMA) avec un PNB par habitant estimé à moins de 400 dollars. Selon lui, les secteurs qui ont le plus contribué à la création de richesse nationale en 2001 sont l'élevage (13,3%), les mines (10,3%), les transports et télécommunications (11,5%), le commerce, restaurants, hôtel (18%) et les industries manufacturières (6,4%) dont 3,7% pour les industries de pêche. Il a indiqué que près de la moitié de la population vivait en dessous du seuil de la pauvreté (46,3% en 2000). Il a ajouté que le rapport mondial sur le développement humain 2003 situe le pays au 154^{ème} rang sur 175 avec un IDA de 0,454 (2001) et au 86^{ème} sur 94 pays en développement. Le con-

sultant a souligné qu'au cours des dernières décennies, des progrès ont été enregistrés après des déséquilibres structurels graves constitués auparavant. Il a précisé qu'après une longue période de réformes engagées dans le cadre de programmes d'ajustements structurels sous la coupe du FMI et de la Banque Mondiale, on est parvenu à stabiliser le cadre macroéconomique et rendre l'économie apte à la croissance. A l'en croire, les déficits intérieurs (Budget) et extérieurs (Balance des paiements) ont été considérablement réduits à moins de 5% pour le premier et 6% pour le second malgré un déficit structurel important au niveau de la balance des services. Selon le conférencier, grâce à la réduction de la dette publique de plus de 50% de l'encours global en 2001 et surtout à la découverte des gisements de pétrole et de gaz, ce sont des perspectives qui se dessinent à l'aube du nouveau millénaire. En attendant, avertit-il, d'autres contraintes ont des effets sur la croissance économique et méritent de retenir l'attention à savoir: la faiblesse du cadre institutionnel, les difficultés de l'environnement physique et l'absence de base productive diversifiée.

" Pas de lutte contre la pauvreté sans croissance "

Ensuite il a abordé le second volet de son intervention portant sur la lutte contre la pauvreté pour dire que le profil de la pauvreté a fait ressortir un recul de 4 points entre 1996 et 2000 selon les données de l'Office National de la Statistique. Ainsi, le pourcentage des individus qui vivaient en dessous du seuil de la pauvreté est passé de 50,5% à 46,3%. Isselmou a indiqué qu'il existe de fortes disparités entre le milieu urbain (25,4%) et le milieu rural (61,2%). A ce sujet, explique-t-il, une enquête effectuée en 2002 à Nouakchott, a confirmé le recul de la pauvreté de plus de 3 points en deux ans mais il a été aussi observé une aggravation des inégalités. Le conférencier a poursuivi pour dire que la lutte contre la pauvreté est devenue depuis 2001 la priorité de tous les programmes et le point de convergence des politiques économiques. Celle-ci, dit-il, est matérialisée par une loi d'orientation à travers le CSLP (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté), centré autour de cinq axes stratégiques qui sont: la croissance accélérée et de redistribution, l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres;

le développement des ressources humaines accompagné d'une satisfaction des besoins en services sociaux essentiels; la bonne gouvernance et le renforcement des capacités. Pour Isselmou, les objectifs globaux du CSLP se recoupent avec ceux du millénaire pour le développement, particulièrement en matière de lutte contre l'extrême pauvreté, la faim, l'éducation, la santé, la promotion féminine et l'habitat. Le conférencier, a dit qu'il n'y a pas de lutte contre la pauvreté sans la création de richesses. C'est la raison pour laquelle, dit-il, que les résultats en matière de croissances économiques sont déterminants. Il a expliqué que pour favoriser l'investissement et la croissance, un cadre macroéconomique a été mis en place des politiques touchant la maîtrise de l'inflation, la politique budgétaire et de change. Il a indiqué que le dernier support sur la mise en oeuvre du CSLP en 2003 (date de juillet 2004) a relevé des améliorations au niveau des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté en milieu rural et dans les quartiers périphériques de Nouakchott. Pareil pour les secteurs de la santé et de l'éducation. Outre les faiblesses déjà évoquées en matière d'outils pour le suivi et l'évaluation, le consultant a parlé des goulots d'étranglement constitués par le manque de ressources humaines compétentes et motivées, de moyens financiers et de façon générale, les faibles capacités d'organisation, de coordination, de suivi et d'évaluation des programmes. Le troisième volet qu'il a abordé a concerné les perspectives de réalisation des OMD. Sur ce point, Isselmou Ould Mohamed a soutenu que notre économie connaîtra des taux de croissances particulièrement élevés à partir de l'année prochaine. Il a égayé ses propos en disant que les spécialistes, le FMI en particulier, pronostiquent une croissance économique de 9% en 2006 et plus de 10% à partir de 2007. Ces taux, selon lui, sont supérieurs aux 2,9% théoriquement prévus pour réduire de moitié la pauvreté en 2015 à condition que la croissance économique ne puisse être qualifiée de "sans égard". C'est à dire qu'elle ne profite pas à aux pauvres. Pour le conférencier, le fonctionnement d'une économie performante demande la confiance des opérateurs économiques et des partenaires politiques et donc nécessairement exige la stabilité, l'équité et l'efficacité des règles du jeu. Pour cela, poursuit-il, il faut disposer d'un appareil administratif et judiciaire dont les moyens humains et matériels

sont à même de faire face aux défis déjà évoqués. Il y a lieu, conclut-il, de s'interroger sur la problématique de la gestion des nouvelles ressources énergétiques et ses effets potentiels sur l'économie et la société mauritanienne pour savoir si c'est un conte de fée ou une malédiction

Ch'bih Ould Cheikh Mélaïnine "Le défi des OMD peut être relevé, mais ceci suppose une économie gérable et prévisible"

Succédant à Isselmou Ould Mohamed, le président du Front Populaire, Ch'bih Ould Cheikh Mélaïnine a tout d'abord indiqué que "le sous développement (en Mauritanie) est apparu à la fin de l'ère coloniale et dans les deux premières décennies de souveraineté, comme une véritable explosion programmée des piliers de l'harmonie socio-économique qui existait dans le pays: mode de production, solidarité communautaire, technologie, schéma des valeurs, besoins, paradigmes...". (...) "Le "laisser faire" suivi depuis l'indépendance et surtout depuis 1973, accentué par la sécheresse, la guerre et la récession mondiale a abouti à une crise structurelle alarmante. Cette crise, trouve son origine, dans la crise agricole, la stagnation du commerce intérieur, l'accroissement du chômage urbain, l'inflation monétaire, la léthargie des secteurs et l'incapacité de l'administration à servir le développement". "Les grandes mutations de la base économique entre 1959-1980 ont permis un déplacement du secteur primaire au secteur tertiaire: le monde rural représentant plus de 65% du PIB en 1959 au prix du marché, alors qu'en 1980, il était de 21%, le secteur industriel est passé de 3,6% à 17% (dont 11% pour les mines) à la même période, parallèlement le tertiaire passait de 26% à 56% (source MEF/DPE, rapport Avril 1981). Pour le président du Front Populaire, la "situation de faillite de notre économie qui fut constatée par les institutions de Bretton Woods. Situation que dégravaient notre degré d'endettement et notre incapacité à assurer



Le Commissaire adjoint au Droits de l'Homme, le SG du MAED et Mme Cécile Molinier, représentante du Pnud

nos transactions extérieures. L'effritement du système financier fut le grand révélateur de la faillite économique". Poursuivant son analyse, Ch'bih Ould Cheikh Mélaïnine considère que la situation actuelle témoigne d'un ensemble de progrès quantifiables dans beaucoup de domaines, mais que les progrès constatés ont eu des coûts sociaux pervers. En effet, souligne-t-il, "malgré la prise en compte de la dimension sociale de l'ajustement, l'approche froide et anonyme imposée par les institutions internationales à travers une batterie de conditionalités, relégué le social au second plan". "Le gouvernement d'exception, tout en ayant fait le bon choix du PAS, se désengagea trop rapidement et maladroïtement "charmé" par la magie des financements et des prévisions théoriques et aléatoires. L'Etat allait créer ses riches et ramener l'embryon de la classe moyenne dans l'enclos des pauvres. (...) L'Etat manipulait un ensemble d'outils économiques et juridiques affirmant une élite affairiste qui se voyait donner le droit de squatter l'ensemble des sources de revenus de la nation. Cette élite devait tenir les moyens de financement par le truchement des institutions de crédit - créant ex nihilo leurs besoins monétaires - et aussi s'acquiescer à terme de tous les secteurs. Pour parler à la concentration des revenus, l'Etat favorisa dans les années 90, le développement du secteur informel. Ce secteur échappa très rapidement à toute possibilité de contrôle et créa ses propres règles. La croissance dans ce secteur favorisa le commerce spéculatif au détriment d'activités créatrices de valeur ajoutée. La dynamique apparente de cette "économie" parallèle allait attirer l'élite capitaliste, précipitant toute l'économie dans l'informel. Les exportations, les importations, la distribution, le financement, l'accès aux devises, la formation des prix, sont régis par les règles de l'informel".

En conclusion, le leader du Front Populaire estime que "le défi des OMD peut être relevé, mais ceci suppose une économie "gérable et prévisible""

Sy Asmiou , représentant de l'UFP

"L'atelier doit recommander la tenue des états généraux de l'économie dans le cadre d'un dialogue franc et sincère".

Pour sa part, lors des débats, après avoir félicité les conférenciers pour leurs brillantes interventions, M. Sy Asmiou, représentant de l'UFP, a particulièrement remercié la représentante du PNUD pour le rôle actif qu'elle joue dans le cadre de l'instauration du dialogue entre les différents partenaires sociaux. Abordant le sujet relatif à l'économie mauritanienne, il a dit que tous les développements faits aboutissent au même constat ; l'économie mauritanienne est en crise. Cet état de fait est occasionné par deux caractéristiques essentielles, le dictat de la Banque Mondiale et du FMI pour toutes les politiques de développement et le libéralisme sauvage qui a conduit à la constitution de monopoles dont l'activité principale est la distribution donc essentiellement des représentations commerciales pour des sociétés établies ailleurs. Cette soumission de la Mauritanie aux institutions de Breton Woods aliène toute l'indépendance du pays, abandon de secteurs stratégiques, absence de subventions de produits... Après avoir évoqué le problème des ressources humaines, fermeture de l'ENFVA, qui ne forme plus depuis 10 ans, Absence de Faculté de Sciences, Sabotage de la réforme de l'enseignement... M. Sy a souhaité que l'atelier recommande la tenue des états généraux de l'économie dans le cadre d'un dialogue franc et sincère.